

NONNEMAN, Gerd (dir.). *Political and Economic Liberalization : Dynamics and Linkages in Comparative Perspective*. Boulder/ London, Lynne Rienner Publishers, 1996,344 p.

Bandeja Yamba

Volume 28, Number 4, 1997

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/703818ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/703818ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Yamba, B. (1997). Review of [NONNEMAN, Gerd (dir.). *Political and Economic Liberalization : Dynamics and Linkages in Comparative Perspective*. Boulder/ London, Lynne Rienner Publishers, 1996,344 p.] *Études internationales*, 28(4), 883–886. <https://doi.org/10.7202/703818ar>

inhérentes au partage de cette technologie. Dans le chapitre suivant, Heather Hazard analyse rapidement, mais clairement, l'évolution récente des politiques industrielle et technologique du gouvernement américain principalement au niveau de ses interventions micro-économiques et de leur justification. L'auteur conclut en précisant que ces politiques représentent toujours une source importante de conflits au sein du commerce international.

Dans le troisième et avant dernier chapitre de cette sixième partie, Lawrence Nowicki compare diverses mesures gouvernementales françaises et américaines visant à renforcer la compétitivité internationale de leurs entreprises sur le plan technologique, telles la subvention à la R-D, le soutien aux champions nationaux, l'aide à un secteur stratégique et le contrôle des investissements directs étrangers. Le vingt-et-unième et dernier chapitre du livre aborde la question de la recherche effectuée en collaboration entre les universités et les firmes multinationales. Lois Peters y examine l'évolution récente de ces collaborations, les principaux facteurs les motivant, ainsi que le rôle clé des divers gouvernements dans leur promotion.

Chaque chapitre de l'ouvrage édité par Mordechai E. Kreinin est finalement assez bien documenté, présenté et structuré. Les références sont en général bien choisies. L'ensemble des chapitres du livre comporte donc une somme importante de renseignements pertinents, quoique nous aurions fort apprécié que M. Kreinin ait produit une présentation beaucoup plus

élaborée et explicite sur le contenu de l'ouvrage destiné à un large public.

Pierre RIOPEL

*Ministère de l'Industrie, du Commerce,
de la Science et de la Technologie
Québec*

**Political and Economic
Liberalization: Dynamics and
Linkages in Comparative
Perspective.**

*NONNEMAN, Gerd (dir.). Boulder/
London, Lynne Rienner Publishers,
1996, 344 p.*

Dans cet ouvrage collectif sont étudiées, d'une part, les origines et les modalités de la libéralisation politique et économique dans trois régions du monde (Europe de l'Est, Moyen-Orient, Asie de l'Est) et, d'autre part, les liens entre la libéralisation économique et la démocratisation politique. Il a été écrit dans un contexte caractérisé par deux faits importants : la chute du communisme et la mise en place des Programmes d'ajustement structurel. Le livre comprend cinq parties réparties en seize chapitres tirés des exposés que leurs auteurs, tous professeurs et chercheurs d'université, ont présenté aux ateliers du Britain's Economic and Social Research Council en 1993 et 1994.

La première partie (Themes, Debates, and Explanations) comprend les chapitres 1, 2 et 3 (Economic Liberalization: the Debate; Patterns of Economic Liberalization: Explanations and Modalities; Patterns of Political Liberalization: Explanations and Modalities), tous rédigés par Gerd Nonneman). Cette partie définit le paradigme de libéralisation économi-

que et politique, les origines de celle-ci (faillite des régimes autoritaires, pressions internes et externes, incapacité de répondre aux aspirations de la population), des arguments favorables et défavorables à son implantation.

La deuxième partie (« Eastern Europe ») comprend quatre chapitres. Le chapitre 4 : « Poland's Transition from State Socialism to Capitalism », de Peter Gowan, explique les raisons du passage de la Pologne d'un État socialiste à un pays capitaliste, qui essaie actuellement par tous les moyens d'adhérer progressivement aux institutions occidentales. Gowan relève les points essentiels qui distinguent la transition polonaise de celle des autres pays : changement du régime politique initié par le parti au pouvoir, avec la collaboration de l'opposition politique ; changement politique qui prit ici la forme non pas de libéralisation mais de démocratisation et ceci exigea un nouveau leadership politique national décidé publiquement à défaire le système communiste pour le substituer par un nouveau système ; transformation locale totalement liée avec la transformation de l'environnement géopolitique et géoéconomique international.

Le chapitre 5 : « Poland : Significance and Limitations of The Democratization Processus », de Stephen Day, évalue l'état de la situation qui a suivi l'élection de septembre 1993, laquelle a porté la coalition post-communiste Alliance Démocratique de gauche (SLD) et le Parti paysan polonais (PSL) au pouvoir. A travers un cadre théorique basé sur la littérature existante et une analyse des événements courants, Day nous éclaire sur

la dynamique du processus de la transition en Pologne. La vie des partis politiques, leurs relations avec les syndicats et aussi leurs contradictions sont autant d'aspects étudiés.

Les chapitres 6 et 7 (« The Roots of Reform in Albania, de David Seddon ; The Politics of Economic Reform in Albania », de David Seddon, Ruth Davey et Rachel Grellier) sont consacrés à l'Albanie. Le chapitre 6 présente les origines de la réforme politique et économique dans les années 1990 à partir d'une analyse des indicateurs politiques de l'Albanie pendant les années précédentes. Il relève les contradictions internes et les influences de la révolution de 1989 en Europe de l'Est comme des facteurs qui ont contribué à l'introduction de ces réformes. Le chapitre 7 se penche sur les réformes économiques introduites durant les années 1990. On y étudie, entre autres, la Pérestroïka à l'albanaise, l'aggravation de la crise de 1991-1992 et la thérapie de choc administrée à l'économie.

La troisième partie (« The Middle East ») comprend quatre chapitres. Les chapitres 8 et 9 (« Democratization in the Middle East : The Evidence from the Syrian Case, de Raymond A. Hinnebusch ; Syria's Private Sector : Economic Liberalization and the Challenges of the 1990s, de Sylvia Poeling) traitent de libéralisation politique et économique au Moyen-Orient en général, et en Syrie, en particulier. Ils relèvent aussi quelques raisons pour lesquelles le Moyen-Orient demeure imperméable aux idées démocratiques. Les fondements traditionnels et religieux du pouvoir et de l'autorité, l'étendue de leur influence sur les attitudes, les perceptions et les aména-

gements institutionnels du pouvoir, l'obligation islamique d'observer la loi sacrée et d'obéir à ceux qui sont au pouvoir, la peur de perdre des privilèges et d'être affaibli par l'opposition, expliquent cette situation. Mais les auteurs estiment en même temps que la Syrie constitue une exception car, depuis deux décennies, ce pays socialiste s'est ouvert à une économie de marché en autorisant le secteur privé à jouer un rôle important mais limité. À cela s'ajoute le développement du secteur informel (« l'activité économique parallèle ») dans les années 1980. Le dynamisme de celui-ci a aidé partiellement à prévenir la déroute de l'économie lorsque les indicateurs économiques officiels montraient que la performance économique du pays était désastreuse.

Les chapitres 10 et 11 concernent l'Algérie (*The Initiation of Economic Liberalization in Algeria, 1979-1989*, de Emma C. Murphy ; *Algeria's Troubled Road Toward Political and Economic Liberalization, 1988-1995*, de Michael Willis). Le chapitre 10 traite des mesures de libéralisation politique introduites par le président Chadli Ben Jedid aussi bien qu'une campagne de nettoyage contre la mauvaise gestion, le népotisme, la corruption et le gaspillage qui rongeaient le pays. Le plan de développement de 1980-1984 (ajustement de l'économie et restructuration des secteurs public et privé, finance et agriculture), le plan de développement de 1985-1989 (la chute des prix du pétrole de 1986 et les difficultés de libéralisation, les émeutes de 1988 et la réforme constitutionnelle) sont aussi quelques-uns des points analysés. Le chapitre 11 montre les limites de cette ouverture politique. L'auteur y traite des élec-

tions locales de 1990, de la victoire du FIS et de la réaffirmation de l'armée, des obstacles aux réformes économiques, de l'incompatibilité de l'islamisme et de la libéralisation.

La quatrième partie comprend quatre chapitres. Le chapitre 12 (*The Origins of Economic Liberalization and Democratization in South Korea*, de Tat Ya Kong) présente, d'une part, la façon dont la Corée du Sud est passée en une ou deux décennies du sous-développement au surdéveloppement, alors qu'elle se trouvait sous un régime autoritaire et, de surcroît, d'un gouvernement plutôt dirigiste en économie, et d'autre part, les origines de la libéralisation économique et de la démocratisation (désintégration politique couplée à la détérioration des conditions de vie de la population). Tat Ya Kong montre comment les leaders politiques autoritaires sont restés au pouvoir et ont graduellement modifié leur politique et leurs pratiques économiques. Le chapitre 13 (« *South Korean Liberalization Since 1993* », de Stephen Kirby et Sally Harris) analyse le rôle joué par les États-Unis dans l'ouverture économique de la Corée du Sud. La politique commerciale des États-Unis, la pression américaine sur la Corée du Sud pour libéraliser son commerce et la réaction de celle-ci, la mondialisation et la démocratisation en Corée du Sud depuis 1993, sont quelques points étudiés dans ce chapitre.

Le chapitre 14 (« *Opining Up* » *China: Liberalization International Economic Relations*, de Alasdair I. Mcbean) aborde les questions relatives aux origines de la libéralisation (plans gouvernementaux), aux réformes dans le domaine des relations

économiques, aux perspectives d'avenir (question concernant la stabilité, les entreprises d'État, le marché du travail et l'inflation). Le chapitre 15 (« Post-Mao Political Economy: A Puzzle », de Peter Nolan) traite, d'une part, des difficultés de fonctionnement du marché socialiste fermé, et d'autre part, de celles de la réforme constitutionnelle en l'absence d'une stabilité macroéconomique. En d'autres mots, Nolan insiste sur le fait que les entreprises ne pourront obtenir de bons résultats que moyennant l'établissement des droits de la propriété privée, et moyennant fixation des prix des produits uniquement par les forces du marché.

La cinquième partie (« Linkages Between Economic and Political Liberalization: Some Concluding Observations », de Gerd Nonneman) fait ressortir des liens entre la libéralisation économique et politique. En somme, la réflexion que l'on retrouve dans ce livre chemine à partir de deux points de départ distincts : le point de départ économique et le point de départ politique. Mais les deux chemins se rejoignent. Sous l'angle économique, on constate une évidence : le développement ne peut se produire qu'avec le marché, jamais avec la planification centralisée que l'on avait longtemps cru préférable. Sous l'angle politique, on se persuade que la démocratie est non pas « formelle » mais créatrice, qu'elle joue un rôle actif de moteur dans le décollage matériel et culturel. Ne serait-ce que pour cette évidence, le livre édité par Gerd Nonneman mérite d'être connu par un large public.

Bandeja YAMBA

Département d'histoire
Université du Québec à Montréal

ÉTUDES STRATÉGIQUES ET MILITAIRES

L'avenir de l'arme nucléaire.

GARCIN, Thierry. Bruxelles, Paris, Établissements Émile Bruylant et LGDJ, 1995, 172 p.

Thierry Garcin soutient dans ce livre que la logique de la dissuasion est nécessaire pour éviter l'éclatement d'un conflit nucléaire dans le système international de l'après-guerre froide. Il s'agirait théoriquement de la meilleure stratégie pour tous et en tout temps. Reprenant l'idée d'un processus d'apprentissage nucléaire, Garcin estime que les États du Sud constituent une source d'inquiétude importante, puisque ceux-ci seraient encore « dans une phase stratégiquement adolescente » (p. 14).

Ainsi, selon Garcin, la logique de la dissuasion doit être la référence de base pour évaluer toutes les doctrines nucléaires ou initiatives de non-prolifération. Il soutient, par exemple, qu'ayant adopté des doctrines dérivant essentiellement des développements technologiques, les États-Unis et l'Union soviétique ont souvent erré dans leurs relations stratégiques. Ils se seraient ainsi fréquemment éloignés de la logique de dissuasion (Initiative de défense stratégique, campagnes anti-nucléaires de Moscou, concept de frappes « chirurgicales », etc.). Pour l'auteur, « l'Ouest n'a donc guère de leçons de vertu stratégique à donner, sauf pour se racheter une conscience ». (p. 23)

L'essai de Garcin est fondé sur trois points essentiels. Le premier concerne la problématique de la prolifération des armes nucléaires. Selon